SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 20 MARS 1924

Rapport de la Commission des Travaux publics, chargée d'examiner le Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics pour l'exercice 1924. (Tableau B. — Services des Travaux publics.)

(Voir les nos 5-VIII, 57 et 94 (annexe III) du Sénat.)

Présents : MM. LEBON, président; ALLEWAERT, HANNICK, POLET, PORTMANS, le baron RUZETTE, VAN BELLE, VAN DEN BUSSCHE et LEFEBVRE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS.

La Commission des Travaux publics a examiné avec soin le budget de l'exercice 1924. Son attention a été retenue tout spécialement par la question si importante et toute d'actualité, de la réfection et de l'entretien du réseau routier. Des travaux importants s'imposent : repavement, élargissement, redressement, travaux d'art, création de nouvelles voies, deviennent urgents. Mais hélas, la situation financière vient mettre obstacle à l'exécution de bien des travaux, même d'une certaine urgence, et force à les remettre à des temps meilleurs. Cependant, la Commission estime qu'il serait dangereux de pousser trop loin les économies, et de négliger les travaux de restauration, car bientôt la réfection d'un réseau complètement détérioré exigerait une dépense formidable.

Les causes de la détérioration des routes ont été trop souvent exposées, tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat, pour y revenir aujourd'hui, mais la Commission constate combien il est urgent que ces causes soient atteintes par une loi réglementant les conditions du roulage, et que cette loi, qui d'ailleurs est votée par le Sénat, soit votée dans le plus bref délai par la Chambre. Il serait souhaitable que l'entretien journalier de nos routes se fasse plus régulièrement et avec plus de soins ; souvent une réparation faite immédiatement évite des frais et des travaux sérieux.

Nos cantonniers n'apportent pas toujours un zèle suffisant dans l'accomplissement de leur tâche, négligent la surveillance et n'exécutent pas les travaux qui leur incombent. Un membre exprime l'opinion que le salaire des cantonniers n'est pas assez élevé pour leur permettre de se consacrer entièrement à leur besogne et il insiste pour que ce salaire soit relevé.

M. le Ministre veut bien nous dire qu'il sera dorénavant accordé une prime au cantonnier qui aura apporté dans la police et l'entretien de sa section tout le soin désirable, mais que, par contre, toute négligence dans le service sera frappée de sanctions. L'Administration veillera attentivement à ce que les matériaux nécessaires aux travaux urgents soient toujours mis à la disposition des cantonniers.

Un comité des routes a été créé. Celui-ci, constitué par le Ministre, se composera de représentants de l'industrie et du commerce, de délégués des associations ayant intérêt au bon entretien du réseau routier, tel automobile et Touring-Club, et de fonctionnaires de l'État. Il aura comme mission de donner son avis sur le genre de travaux à entreprendre et de déterminer l'ordre dans lequel il convient de les exécuter. Ce comité consultatif rendra, nous en sommes persuadés, de grands services. Sa mission pourrait s'étendre, semble-t-il, à l'examen de la question urgente de la réglementation du roulage.

L'article 13, Casernement de gendarmeries, soulève l'observation suivante : Le crédit porté à cet article paraît peu à sa place dans le budget des Travaux publics et il semble que son inscription au budget de la Défense nationale s'indique. La même observation est faite en ce qui concerne l'article 32.

Des membres se plaignent de ce que les travaux de construction de gendarmeries dans les Flandres ont été interrompus. La cause en est aux entrepreneurs qui n'ont pas exécuté les travaux dans les délais prescrits ou qui ont refusé de les achever. Le Département a pris des mesures contre eux.

A l'article 16, littéra e, nous pouvons constater que les travaux de plantation des dunes sont attribués à l'avenir à la Direction des eaux et forêts. Cette mesure a été prise à cause de la compétence de cette Direction. Le relèvement des salaires est demandé par des membres au profit des messagers et des cantonniers. Ces demandes feront l'objet d'un examen bienveillant, nous affirme M. le Ministre. Cependant, pour les cantonniers, ainsi que nous le disons plus haut, c'est plutôt par l'obtention de primes qu'ils pourront augmenter leurs ressources.

A l'article 25, la question « quelle différence y a-t-il entre les frais de déplacements ordinaires et ceux inscrits à l'article 25 » est posée.

Il s'agit, à l'article 4, des frais de séjour et de déplacement de fonctionnaires envoyés en missions spéciales, tandis que, à l'article 25, il s'agit de frais de déplacement et de séjour des fonctionnaires et du personnel à raison de leurs fonctions.

Le Département, par suite de certains remaniements dans la répartition des services, a pu réduire son personnel dans la proportion de 3.9 p. c. Ce résultat est appréciable et nous en félicitons le chef du Département.

Le Rapporteur,
C. LEFEBVRE.

Le Président,
H. LEBON.